

Le budget—Mme Phinney

Monsieur le Président, j'écoutais son discours au sujet de la taxe de vente fédérale. Et tout en étant absolument d'accord avec lui, je sais que le député de Lotbinière a souligné la vieillesse de la taxe de vente fédérale. Et comme vous le savez vous aussi, monsieur le Président, la taxe de vente fédérale en même temps a droit à sa pension de vieillesse, puisqu'elle a 65 ans cette année.

On sait également que la nouvelle taxe proposée pour 1991 est déjà en vigueur dans 48 pays du monde et qu'elle fonctionne très bien.

Or, j'aimerais demander au député de Lotbinière si, tenant compte du système archaïque de la taxe de vente fédérale que nous avons, et tenant compte également de sa mise en vigueur dans 48 pays, il ne considère pas que, effectivement, ici au Canada, cette taxe-là sera des plus bénéfiques, non pas simplement pour le pays, mais pour l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes?

M. Tremblay (Lotbinière): Monsieur le Président, je remercie et félicite en même temps mon collègue, le député de Trois-Rivières (M. Vincent), qui, par sa fonction, en tant que secrétaire parlementaire du ministre des Finances, a fait en sorte que ce Budget tienne compte, et c'est vrai, monsieur le Président, de la réalité, parce que, voyez-vous, nous avons des relations internationales sur le plan économique: sur le plan de la politique évidemment, mais aussi sur le plan de l'économie. Et ce que le Canada doit considérer, c'est un ajustement par rapport aussi à ce qui se passe autour de lui.

Monsieur le Président, nous sommes, encore une fois, essentiellement un pays exportateur. Nous exportons 85 p. 100 d'à peu près tout ce que nous produisons. Alors, il est indispensable, ce faisant, de tenir compte évidemment de ce qui passe autour de soi. Et la taxe de vente actuelle que nous connaissons est rétrograde, cachée, injuste et finalement en fait ne s'applique. . . n'apporte pas non plus au gouvernement un appui intéressant.

Par contre, avec cette nouvelle forme de taxe, et encore une fois, c'est un remplacement, ce n'est pas un ajout à ce qui se passe déjà, on va éliminer cette vieille taxe pour remplacer l'autre, et on va taxer à un taux beaucoup plus normal, équitable. Mais le citoyen saura maintenant en fait ce qu'il décidera d'acheter et de consommer, permettant aussi, avec cet élargissement de l'assiette fiscale, au gouvernement d'avoir des recettes beaucoup plus soutenues, comme je le disais tantôt à mon collègue des provinces anglophones, pour que le Canada puisse maintenir sa crédibilité économique indispensable.

Le président suppléant (M. Paproski): Les questions et commentaires sont maintenant terminés. Débat. L'honorable députée de Hamilton Mountain (M^{me} Phinney) a la parole.

• (1240)

[Traduction]

Mme Beth Phinney (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, ce budget a ébranlé profondément ma foi. J'ai toujours cru que le Canada était le pays de demain, un pays en or, un cadeau offert à un peuple fondamentalement bon: les Canadiens. Un pays d'abondance qui avait seulement besoin d'être administré par un groupe de législateurs justes et sages. Mais ce budget est une parodie de la justice. Il protège les gens riches et privilégiés et fait mal à ceux qui tirent le diable par la queue. Il abandonne les gens dans le besoin et trompe le public avec son jargon.

Ce qui est le plus frustrant, c'est de voir le ministre présenter le budget avec la même dignité que s'il s'agissait du lancement d'un nouveau dentifrice sur le marché. Après avoir dévoilé son budget à la conférence de presse, il a lancé une stupide campagne publicitaire. En voyant une pièce de 1\$ qui roule à l'écran, les Canadiens devraient savoir qu'ils sont sur le point de se faire raconter des sornettes une fois de plus par le gouvernement.

Trente secondes plus tard, nous n'en savons pas plus sur le budget que nous en saurions sur un dentifrice. Encore une fois, nos poches sont un peu plus vides parce que c'est nous qui payons pour cette publicité ridicule.

Ce qui est réellement irritant à propos de cette publicité, c'est la menace qu'elle fait planer sur nous en laissant entendre que si nous ne nous attaquons pas au problème de la dette dès maintenant, nous risquons de perdre nos programmes sociaux dans un avenir rapproché.

Le ministre des Finances lui-même s'en est déjà pris aux programmes sociaux en supprimant totalement la participation du gouvernement fédéral au régime d'assurance-chômage et en proposant la récupération des pensions de vieillesse et des allocations familiales. Il lutte contre le déficit en haussant les impôts au lieu de réduire les frais de fonctionnement et de supprimer les dépenses inutiles.

En fait, le gouvernement a réduit ses dépenses de 3,5 milliards alors qu'il ira chercher 10,6 milliards dans les poches des contribuables grâce aux nouvelles taxes et à d'autres mesures. C'est un combat qui oppose le gouvernement aux Canadiens et, comme les chiffres contenus dans ce budget l'indiquent, les Canadiens sont perdants.

Les listes de la CAC vont diminuer, nous dit le ministre, et les crédits seront affectés au recyclage. De quel recyclage s'agit-il? Où sont les emplois? Le ministre ne peut pas dire à l'avance s'il y en aura ni où ils seront. S'il ne sait pas en quoi ils consisteront ni où ils seront, alors comment saura-t-il de quelle formation les travailleurs ont besoin? Fournir aux Canadiens une formation sommaire et contestable et ne pas leur donner d'emploi, les